



150 emplois sur 330 sont menacés de suppression chez Thales (ex-Gemalto) à Pont-Audemer (DIS)

Coordination SUPPer, le 28-07-2020

Le syndicat SUPPer solidaire avec tous les salariés en lutte.

Lors du CSEC de Thales LAS France du 21 juillet 2020, les organisations syndicales CFE-CGC et CGT ont fait une déclaration commune afin de dénoncer le projet de suppression de postes de la Direction du Groupe Thales sur le site de Pont-Audemer (DIS).

A l'issue d'une réunion préparatoire entre élus programmée à la veille du CSEC, le Syndicat SUPPer, n'a pas souhaité être associé à cette déclaration, considérant que les questions que nous avons soulevées n'avaient pas reçu de réponses claires, notamment sur la stratégie syndicale envisagée au-delà de cette déclaration.

Une déclaration qui arrive six mois après que la direction du groupe Thales ait annoncé dès le mardi 21 janvier 2020 (moins d'un an après le rachat de l'ancien Gemalto) en « commission centrale d'anticipation » au siège à Paris son intention de supprimer 220 emplois dans la filiale Thales DIS France :

- 70 postes à La Ciotat et sur le site de Sophia Antipolis, dans les Alpes-Maritimes
- 150 à Pont-Audemer (qui compte actuellement 330 salariés).

Toutes ces suppressions d'emploi sont liées à l'activité Mobile Connectivity Solutions (MCS), présentée comme « *en difficulté à cause d'une décroissance plus rapide que prévue du marché de la carte SIM* ».

Le site de Pont-Audemer fabrique exclusivement des cartes SIM et emploie assez peu de cadres (25) mais une grande majorité (2/3) d'opérateurs dont les salaires, un peu plus que le SMIC, n'incitent pas à la mobilité.

Le Syndicat SUPPer est solidaire avec l'ensemble des salariés dans leur combat à préserver l'emploi dans un bon environnement de travail, et cela quel que soit le lieu où se déroulent le conflit et l'enjeu de celui-ci, tout comme il a soutenu les grévistes mobilisés pour une réforme des retraites plus juste et plus solidaire.

SUPPer constate, une fois de plus, **que c'est la recherche de profits à court terme pour les actionnaires** qui a été privilégiée au détriment de l'anticipation, de l'adaptation de l'outil industriel, et de la préservation de l'emploi.

Même si le marché des cartes SIM est annoncé à la baisse, aujourd'hui 5,6 milliards de cartes SIM par an sont fabriquées dans le monde dont 1,7 milliards par le groupe Thales, en Asie notamment mais également à Pont-Audemer.

Le site de Pont-Audemer fabrique toutes les cartes SIM à destination du marché européen et est en mesure de répondre à la transition technologique à venir, la dématérialisation des cartes au profit de modules directement soudés au téléphone.

Aussi, **SUPPer est solidaire et soutient l'intersyndicale locale du site de Pont-Audemer** dans sa revendication à mettre en oeuvre « *un plan de ré-industrialisation du site de Pont-Audemer* » au lieu d'une GAE « *Gestion Active de l'Emploi* » tel que l'envisage la direction pour 150 salariés.

Faut-il rappeler qu'aujourd'hui, pas plus qu'hier, il n'appartient pas aux syndicats de définir ce qui est l'intérêt de l'entreprise et le déplacement des stratégies syndicales ne conduit qu'à un marché de dupes dont les salariés font toujours les frais ?